



I am a woman - I build peace, piece by piece
 Je suis une femme - je construis la paix, pièce par pièce
 1ST NATIONAL WOMEN'S CONVENTION FOR PEACE IN CAMEROON
 1^ÈE CONVENTION NATIONALE DES FEMMES POUR LA PAIX AU CAMEROON

**CONVENTION NATIONALE DES FEMMES
 POUR LA PAIX AU CAMEROON**

**NATIONAL WOMEN'S CONVENTION
 FOR PEACE IN CAMEROON**

**LES TOUTES PREMIÈRES NÉGOCIATIONS
 NATIONALES DES FEMMES
 POUR LA PAIX AU CAMEROON**

**THE FIRST-EVER NATIONAL
 WOMEN'S NEGOTIATIONS
 FOR PEACE IN CAMEROON**

19 – 21 SEPTEMBRE 2022

19 – 21 SEPTEMBER 2022

**Feuille de Route pour la Paix
 dans les régions du Nord-Ouest
 et du Sud-Ouest du Cameroun**

**Roadmap for Achieving Peace
 in the North-West and South-West
 Regions of Cameroon**

alternativement :
Cameroun Britannique -
Southern Cameroons -
Cameroun Occidental -
Ambazonie -

alternately:
- British Cameroon,
- Southern Cameroons,
- West Cameroon
- Ambazonia

Introduction

La Simulation de Négociations des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est une réponse à la Crise Anglophone de longue date au Cameroun, qui s'est retrouvée dans une impasse. Les précédentes tentatives de négociation, telles que celles menées par la Suisse en 2019, ont échoué, et la crise du leadership Ambazonien a davantage compliqué la situation. En 2019, les dirigeants séparatistes extradés du Nigeria en 2018 ont été condamnés à la prison à vie par un tribunal militaire. Cependant, sous la pression internationale croissante en faveur d'un cessez-le-feu global en Juillet 2020, le Cameroun a entamé des

Introduction

The Negotiations Simulation of the North-West and South-West Regions is a response to the longstanding Anglophone Crisis in Cameroon, which had reached a deadlock. Previous attempts at negotiation, such as those mediated by Switzerland in 2019, had failed, and the Ambazonian leadership crisis had further complicated the situation. In 2019, separatist leaders extradited from Nigeria in 2018 were handed life sentences by a military tribunal. However, under mounting international pressure for a global ceasefire in July 2020, Cameroon initiated negotiations with these imprisoned leaders. The talks involved Sisiku

négociations avec ces dirigeants emprisonnés. Sisiku Julius Ayuk Tabe et d'autres dirigeants emprisonnés représentant le mouvement séparatiste et des représentants du Gouvernement Camerounais ont participé à ces négociations. Malheureusement, les pourparlers se sont heurtés à la résistance de certains membres du Gouvernement partisans d'une ligne dure et à des questions concernant la légitimité d'Ayuk Tabe, ce qui a conduit à leur suspension.

Précédentes Tentatives de Négociation

La tentative la plus ambitieuse des acteurs de la société civile pour établir un processus de négociation inclusif était le projet d'organiser une "Conférence de Tou(te)s les Anglophones" (All Anglophone Conference). En Juillet 2018, les chefs religieux Anglophones (Catholiques, Protestants et Musulmans) ont annoncé un projet pour cette conférence comme la première étape vers un dialogue national inclusif. Cependant, elle s'est heurtée à une forte opposition de la part du Gouvernement et a été reportée à plusieurs reprises.

La Convention Nationale des Femmes pour la Paix au Cameroun

En réponse à ces défis, la Convention Nationale des Femmes pour la Paix au Cameroun a organisé les Toutes Premières Négociations Nationales des Femmes pour la Paix au Cameroun. Cet événement historique a rassemblé des acteurs clés du Gouvernement Camerounais, des Groupes Armés Non-Étatiques, de la communauté Anglophone et des organisations de la société civile afin de développer une feuille de route pour la Paix. La Simulation de Négociation s'est concentrée sur plusieurs domaines critiques : Le Statut et le Partage du Pouvoir, la Situation Humanitaire, le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (DDR), la Réduction de la Violence Communautaire, la Réconciliation et le Développement Économique.

Simulation de Négociations

La Simulation de Négociations entre le Gouvernement Camerounais et les Groupes Armés Non-Etatiques a été coordonnée par trois Médiateurs Internationaux qui ont modéré

Julius Ayuk Tabe and other imprisoned leaders representing the separatist movement and representatives of the Cameroon government. Unfortunately, the talks faced resistance from hard-line government actors and questions about Ayuk Tabe's legitimacy, leading to their suspension.

Previous Negotiation Attempts

The most ambitious attempt by civil society actors to establish an inclusive negotiation process was the plan to hold an All Anglophone Conference. In July 2018, Anglophone religious leaders (Catholic, Protestant, and Muslim) announced a plan for this conference as the first step toward an inclusive national dialogue. However, it faced strong opposition from the Government and was postponed several times.

The National Women's Convention for Peace in Cameroon

In response to these challenges, the National Women's Convention for Peace in Cameroon organised the First-Ever National Women's Negotiations for Peace in Cameroon. This historic event brought together key actors from the Cameroon government, Non-state Armed Groups, the Anglophone community, and civil society organisations to develop a roadmap to Peace. The Negotiation Simulation focused on several critical areas: Status and Power Sharing, Humanitarian Situation, Disarmament, Demobilisation and Reintegration (DDR), Community Violence Reduction, Reconciliation, and Economic Development.

Negotiation Simulation

The Negotiations Simulation between the Cameroon government and Non-state Armed Groups was coordinated by three International Mediators who moderated debates on the

les débats sur les questions pertinentes sous-jacentes à la Crise Anglophone. Les négociations intenses ont abouti à une feuille de route répondant aux demandes du Gouvernement et des Groupes Armés Non-Étatiques, avec un engagement des deux parties à assurer une bonne mise en œuvre.

1. Accords Généraux

1.1 Cessez-le-feu

Les deux parties ont reconnu la nécessité impérative d'un cessez-le-feu immédiat pour mettre fin à la violence actuelle.

1.2 Dialogue Inclusif

Les deux parties se sont engagées à entamer un dialogue inclusif et des négociations facilitées par des médiateurs accrédités.

2. Accords Thématiques Spécifiques

2.1 Statut et Partage du Pouvoir

La question du statut et du partage du pouvoir pour les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est au cœur du conflit depuis l'unification du Cameroun Britannique (également connu sous le nom de Southern Cameroons) et du Cameroun Français (également connu sous le nom de La République du Cameroun) au sein d'une fédération en 1961. Un référendum unilatéral organisé le 20 Mai 1972 a conduit à l'adoption d'une nouvelle constitution, transformant l'État fédéral en un État unitaire et rebaptisant le pays République Unie du Cameroun. Cela a créé un dilemme concernant le statut et le partage du pouvoir. Alors que le Gouvernement mettait l'accent sur un "Cameroun un et indivisible", les groupes armés non étatiques prônaient la sécession, une fédération à deux États ou une fédération à dix États. Le Gouvernement s'est dit ouvert à discuter de diverses formes de décentralisation, excepté des changements dans la forme de l'État. Les deux parties ont convenu de

pertinent issues underlying the Anglophone Crisis. The intense negotiations resulted in a roadmap addressing the demands of the Government and Non-State Armed Groups, with a commitment from both sides to ensure successful implementation.

1. General Agreements

1.1 Ceasefire

Both parties recognised the imperative need for an immediate ceasefire to halt the ongoing violence.

1.2 Inclusive Dialogue

Both parties committed to engaging in inclusive dialogue and negotiations facilitated by accredited mediators.

2. Specific Thematic Agreements

2.1 Status and Power Sharing

The question of status and power sharing for the North-West and South-West Regions has been at the core of the conflict since the unification of British Cameroon (also known as Southern Cameroons) and French Cameroon (also known as La République du Cameroun) into a federation in 1961. A unilateral referendum on 20 May 1972 led to the adoption of a new constitution, transforming the federal state into a unitary one and renaming the country the United Republic of Cameroon. This created a dilemma regarding status and power sharing. While the Government emphasised a "one and indivisible Cameroon," the Non-State Armed Groups advocated for secession, a two-state federation, or a ten-state federation. The Government expressed openness to discuss various forms of decentralisation, excluding changes to the form of the state. Both parties agreed to:

- Initier un Dialogue Inclusif pour de plus amples discussions, avec la libération inconditionnelle des prisonniers de conscience et l'octroi d'une amnistie à tous les ressortissants du Southern Cameroon se trouvant à l'étranger.
- Initiate an Inclusive Dialogue for further discussions, with the unconditional release of prisoners of conscience and granting amnesty to all Southern Cameroonians abroad.

2.2 Situation Humanitaire

La violence actuelle dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a laissé la population dans une situation désastreuse, avec un déplacement important de personnes, touchant principalement les femmes et les enfants. Des attaques ont été lancées contre des civils, y compris des enfants, des biens et des services essentiels tels que des établissements hospitaliers et des structures éducatives. Les deux parties se sont engagées à

- Faciliter l'accès de l'aide humanitaire aux populations vulnérables.
- Mettre en place un mécanisme de coordination efficace entre les organisations internationales et les partenaires locaux pour les opérations de secours.

2.3 DDR et Réduction de la Violence Communautaire

Le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (DDR) est un processus complexe qui aide les membres des groupes armés non-étatiques à se réinsérer dans la vie civile. Il englobe des dimensions politiques, sécuritaires, sociales et économiques, favorisant un environnement propice à la Paix, à la réconciliation politique et sociale et au développement durable. Après d'intenses débats, les deux parties ont décidé de

- Retirer leurs forces des deux côtés, à l'exception de celles chargées du maintien de l'ordre.
- Améliorer l'attractivité des centres de DDR afin d'encourager la poursuite du désarmement.
- Redoubler les efforts pour faciliter la réintégration effective des ex-combattants dans la société.

2.2 Humanitarian Situation

The ongoing violence in the North-West and South-West Regions has left the population in dire circumstances, with a significant displacement of people, predominantly affecting women and children. There have been attacks on civilians, including children, property and essential services such as healthcare installations and education facilities. Both parties agreed to:

- Facilitate humanitarian aid access to reach vulnerable populations.
- Establish an efficient coordination mechanism between international organisations and local partners for relief efforts.

2.3 DDR and Community Violence Reduction

Disarmament, Demobilisation, and Reintegration (DDR) is a complex process that helps members of Non-State Armed Groups transition back into civilian life. It encompasses political, security, social, and economic dimensions, fostering an environment conducive to Peace, political and social reconciliation, and sustainable development. After intense debates, both parties resolved to:

- Withdraw forces from both sides, except for those maintaining law and order.
- Enhance the attractiveness of DDR centres to encourage further disarmament.
- Redouble efforts to facilitate the effective reintegration of ex-combatants into society.

- Élaborer divers programmes au profit des ex-combattants, afin de favoriser leur intégration sans heurts.
- Develop diverse programmes for the benefit of ex-combatants, promoting their seamless integration.

2.4 Réconciliation

Le conflit en cours a coûté la vie à d'innombrables Camerounais, les Groupes Armés Non-Étatiques et les soldats de l'armée s'en prenant aux civils et commettant diverses formes d'abus. En vue de parvenir à la Paix, les deux parties ont convenu de :

- Engager un dialogue ouvert à tous, au cours duquel les parties prenantes proposeront des stratégies pour une coexistence pacifique.
- Engage in an all-inclusive dialogue, during which stakeholders will propose strategies for Peaceful coexistence.

2.5 Développement Économique

La Crise Anglophone a eu de graves répercussions économiques et financières, conduisant à une baisse du taux de croissance du PIB du Cameroun. La fermeture d'Internet a eu un impact significatif sur la croissance économique, entraînant des pertes financières substantielles. En outre, l'imposition de "villes mortes" et l'insécurité générale ont entravé les activités commerciales, touchant le commerce et les services. Pour relancer l'économie et reconstruire les infrastructures, les deux parties ont fait les propositions suivantes

- Abolir les "villes mortes" et les confinements.
- Cesser les attaques contre les marchés, les hôpitaux et les écoles.
- Supprimer les barrages routiers et les points de contrôle.
- Mettre fin aux arrestations arbitraires.
- Abolish "ghost towns" and lockdowns.
- Cease attacks on markets, hospitals, and schools.
- Remove roadblocks and checkpoints.
- Halt arbitrary arrests.

Conclusion

Cet accord de Paix historique a été approuvé et signé le 21 Septembre 2022, Journée Mondiale de la Paix. Des représentants du Gouvernement Camerounais, des groupes Ambazoniens, des Groupes Armés Non-Étatiques, des groupes de femmes, des groupes de la société civile, des observateurs

2.4 Reconciliation

The ongoing conflict has taken a toll on the lives of countless Cameroonians, with Non-State Armed Groups and soldiers from the army targeting civilians and committing various forms of abuse. As a pathway to Peace, both parties agreed to:

- Engage in an all-inclusive dialogue, during which stakeholders will propose strategies for Peaceful coexistence.

2.5 Economic Development

The Anglophone crisis has had severe economic and financial repercussions, leading to a decline in Cameroon's GDP growth rate. The Internet shutdown significantly impacted economic growth, resulting in substantial financial losses. Additionally, the imposition of "ghost towns" and general insecurity has hindered business activities, affecting trade and services. To revive the economy and rebuild infrastructure, both parties proposed to:

- Abolish "ghost towns" and lockdowns.
- Cease attacks on markets, hospitals, and schools.
- Remove roadblocks and checkpoints.
- Halt arbitrary arrests.

Conclusion

This historic Peace agreement was approved and signed on 21 September 2022, World Day of Peace. It involved leaders of the Government of Cameroon, leaders of Ambazonian groups, representatives of Non-State Armed Groups, representatives of women's groups, civil society groups, international observers, and

internationaux et des médiateurs internationaux y ont participé. L'accord représente une étape importante vers l'instauration d'une Paix durable dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, en abordant les problèmes complexes qui affectent cette région depuis de nombreuses années.

international mediators. The agreement represents a significant step towards achieving lasting Peace in the North-West and South-West Regions of Cameroon, addressing the complex issues that have plagued this region for many years.

SIGNATAIRES

SIGNATORIES

Mr Paul Biya

Président **President**
de la République du Cameroun **of the Republic of Cameroon**

Dr Joseph Dion Ngute

Premier Ministre **Prime Minister**
de la République du Cameroun **of the Republic of Cameroon**

Hon Marcel Niat Njifenji

Président **President**
du Sénat du Cameroun **of the Senate of Cameroon**

Mr Paul Atanga Nji

Ministre **Minister**
de l'Administration Territoriale **of Territorial Administration**

Mr Joseph Beti Assomo

Ministre **Minister**
de la Défense **of Defence**

Prof Abena Ondo née Obama Marie Thérèse

Ministre **Minister**
de la Promotion de la Femme **of Women's Empowerment**
et de la Famille **and the Family**

Mr Samuel Ikome Sako

Président **President**
Gouvernement Intérimaire d'Ambazonie **Interim Government of Ambazonia**

Mr Sisiku Julius Ayuk Tabe

Président **President**
Gouvernement Intérimaire d'Ambazonie **Interim Government of Ambazonia**

Ms Marianta Njomia

Président **President**
Gouvernement Intérimaire d'Ambazonie **Interim Government of Ambazonia**

Mr Christopher Anu Fobeneh

Président **President**
Gouvernement Intérimaire d'Ambazonie **Interim Government of Ambazonia**

Dr Lucas Ayaba Cho
Commandant en Chef Commander in Chief
Forces de Défense d'Ambazonie (ADF) Ambazonia Defence Forces (ADF)

Mr Mbashie Clement
(General 'No Pity')
Commandant Commander
Forces Marines de Bambalang Bambalang Marine Forces

Mrs Yvonne Muma Bih
Représentante Representative
de la Convention Nationale des Femmes of the National Women's Convention
pour la Paix au Cameroun for Peace in Cameroon

Prof Ngomo Horace Manga
Recteur Vice-Chancellor
Université de Buea University of Buea

His Grace Archbishop Andrew Nkea
Président President
Conférence Épiscopale du Cameroun Episcopal Conference of Cameroon

Ms Afanwi Yvonne
Représentante Representative
des Personnes Déplacées Internes of Internally Displaced Persons
(PDI) (IDPs)

Ms Fadimatou Iyawa
Présidente President
Conseil National de la Jeunesse National Youth Council
(CNJ) (NYC)

Dr Simon Munzu
Président President
Coalition des Groupes et Militants Coalition of Cameroon Federalist
Fédéralistes du Cameroun Groups and Activists
(CCFGA) (CCFGA)

Ms Catherine Davidson
Médiatrice Internationale International Mediator
Médiateurs Sans Frontières Mediators Without Borders
(MSF) (MWB)

Mr Mac Herbert Snow
Médiatrice Internationale International Mediator
Médiateurs Sans Frontières Mediators Without Borders
(MSF) (MWB)

Ms Aidai Kim
Médiatrice Internationale International Mediator
Médiateurs Sans Frontières Mediators Without Borders
(MSF) (MWB)